Info et démocratie directe : humeur télé d'un téléspectateur romand

Autor(en): **Gehlfi, Fabrice**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **35 (1998)**

Heft 1345

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010105

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Humeur télé d'un téléspectateur romand

Par Fabrice Ghelfi, économiste et téléspectateur

Fabrice Ghelfi constate l'évolution des programmes d'information de la TSR et s'interroge: la mission du service public dans ce domaine est-elle encore remplie?

DANS NOTRE DÉMOCRATIE DIRECTE, le citoyen qui se déplace encore aux urnes est amené à se prononcer régulièrement sur nombre d'objets très divers. Ainsi, au cours d'une même année, il peut élire en mars, décider de l'avenir du génie génétique en Suisse en juin, de l'âge de la retraite et de la redevance poids lourd en septembre et de la loi sur le travail en décembre.

Au vu du nombre de référendums annoncés et de la quantité d'initiatives populaires discutées, déposées ou en pleine phase de récolte de signatures, ce processus n'est pas prêt de s'achever.

Ces échéances multiples qui enrichissent le fonctionnement de notre démocratie et qui jalonnent la politique suisse posent au citoyen évidemment un problème crucial: celui de l'accès à l'information et, partant, de la qualité d'icelle.

Pluralité des opinions

En moyenne, il s'écoule environ trois mois entre chaque votation. Avec de tels délais, le temps devient de fait un des paramètres essentiels du débat, nécessaire pour la formation d'une opinion, qui précède toute décision populaire. À peine une page est tournée que se dessinent déjà les contours de l'enjeu suivant.

Dans cette délicate relation entre l'information et le temps, la presse écrite joue un rôle évidemment très important. Jusqu'à aujourd'hui, on peut globalement considérer qu'elle remplit cette mission de manière satisfaisante. Les lecteurs soucieux d'ouverture que sont les fidèles de *Domaine Public* devront néanmoins rester attentifs pour que les articles publiés continuent de répercuter la pluralité des opinions. Que les quotidiens prennent de plus en plus souvent ouvertement position et que, depuis quelques années, la presse romande perde en pluralité représentent deux évolutions récentes qui ne semblent pas (encore?) menacer la qualité des débats et des échanges d'arguments.

De mon point de vue, il en va tout autrement pour l'information télévisuelle. (Je passe volontairement sous silence l'information radiophonique qui, me semble-t-il, souffre moins des problèmes que je décris pour la TV mais qui, concurrence oblige, n'en est pas à l'abri).

La Télévision suisse romande (TSR) reste la principale chaîne de télévision regardée par les personnes parlant français dans ce coin de pays. Traditionnellement, ses programmes ont toujours prévu de l'espace pour les émissions d'information dont la qualité était d'ailleurs reconnue largement au-delà de nos frontières.

Vers le *fast food*

Depuis environ deux ans, quelques changements importants sont intervenus dans les programmes. Ainsi, «Table ouverte» a laissé la place à «Droit de cité», «Temps présent» a raccourci la durée de ses reportages, la forme du «Téléjournal» a été revue et une petite dernière est née pour occuper le *prime-time* du dimanche, appelée «Mise au point».

Face à un tel choix, le téléspectateur moyen devrait se réjouir et considérer qu'il dispose au bout de sa télécommande d'un formidable outil d'information plurielle. Pourtant, je remarque depuis quelques mois une dérive qui menace la qualité des informations relayées par la télévision.

Premier constat: la TSR semble avoir abandonné l'idée d'organiser des débats thématiques réunissant peu d'invités afin de leur laisser plus de temps pour exposer un point de vue et argumenter. À la place, on assiste à des confrontations rassemblant au minimum le double de personnes qui doivent se battre pour pouvoir s'exprimer et à qui l'animateur n'alloue que quinze malheureuses secondes pour le faire. Rapidement, la science du débat, la capacité d'argumenter s'effacent derrière des joutes oratoires, des formules flash qui font mouche et des incantations qui ne donnent plus aux téléspectateurs les éléments leur permettant de se forger une opinion mais qui les tirent sur le terrain des poncifs, des préjugés et de la réflexion McDonald.

Deuxième constat: lors des débats, la recherche des différences est privilégiée comme si les stratèges de la TSR étaient persuadés que l'audimat ne se renforce que par la présentation d'affrontements. S'il est normal de présenter l'ensemble des arguments à ceux qui paient une redevance, la discussion doit aussi servir à écouter le vis-à-vis afin de pouvoir construire une réflexion globale qui tienne compte de tous les enjeux.

Troisième constat: quand la rédaction de la TSR se contente d'un seul invité pour une interview, on peut noter que les questions posées sont en majorité orientées ou fermées, alors que ce sont les questions ouvertes qui poussent les gens à s'exprimer. De la sorte, le journaliste cherche à limiter le champ de la réponse et peut même, dans le stress du direct, induire son invité à dire ce qu'il ne pense pas véritablement.

Quatrième constat: les sujets présentés se sont notablement raccourcis à tel point que parfois la parole n'est que marginalement donnée à l'une des parties. Dès lors, l'impression générale qui ressort de ces reportages peut être biaisée parce que le poids réel des arguments est faussé.

À la suite de ces constats, osons la question provocante: les émissions d'information de la TSR donnent-elles les éléments qui permettent aux téléspectateurs de s'interroger et de faire une partie du chemin vers la décision? Clairement la réponse ne peut être ni affirmative, ni négative. Il me semble cependant que l'évolution va dans le mauvais sens. En cette fin de siècle, les problèmes politiques ou de société ne se posent pas qu'en des termes binaires. Les nuances font partie de la vie et il faut plus de temps pour les expliquer. Dans une démocratie comme la nôtre, la mission d'un service public ne peut pas s'arrêter aux critères de l'audimat et de la consommation rapide de l'information. À mettre trop d'énergie sur la forme, on perd sur les autres tableaux et on risque d'éloigner encore plus les gens de la politique.

La qualité de l'information, ce n'est pas que son look; c'est aussi son contenu. ■